

Chassez le libéral, il revient au galop¹

L'idée que l'État devra rembourser sa dette est erronée.

Pendant le premier confinement, les sirènes néolibérales s'étaient, sinon tuées, du moins mises en sourdine. L'intervention de l'État pour sauver l'économie paralysée, les salaires des travailleurs confinés pris en charge collectivement, la dette publique portée à 120 % du PIB, tout cela était jugé nécessaire. Et, suprême accroc à l'orthodoxie monétaire, la BCE rachetait sans fin des titres de la dette publique. Pire encore, l'idée qu'elle pourrait financer directement les dépenses publiques liées à la crise sanitaire, à l'instar de la Banque d'Angleterre, devenait audible. Le tabou de la monétisation des dépenses publiques était bousculé.

Las ! Ça n'a pas duré. Avec le deuxième confinement, le retour à l'ordre s'est organisé, orchestré autour de deux cibles essentielles. La première est l'exigence de rembourser la dette. Avec des arguments erronés. Nous laisserions une dette à nos enfants. Or nous leur transmettons un actif matériel et culturel (infrastructures, systèmes éducatif et de santé). Les titres de dette sont simultanément des titres de créances et l'important est que la dépense publique soit un investissement utile et que la fiscalité soit juste pour que, s'il y a remboursement, il ne soit pas acquitté par les pauvres pour les riches. Mais l'État n'ayant pas d'horizon fini, il ne rembourse en fait jamais sa dette, il la renouvelle et paie des intérêts qui doivent être le plus bas possible, ce qui est le cas aujourd'hui.

La seconde cible est le rôle de la banque centrale. Les sirènes chantent trois couplets délirants.

Le grossissement du passif de la BCE au fur et à mesure qu'elle rachète des titres l'endetterait auprès des banques et des ménages. Faux : en rachetant des titres aux banques, la BCE ne leur emprunte rien, elle crée potentiellement de la monnaie qui augmente les réserves des banques ; quant aux ménages, aucun ne détient de créance sur la BCE. Au fond, c'est croire qu'il faut un stock de dépôts préalablement à la création de monnaie.

Une banque centrale qui achèterait trop de titres verrait sa rentabilité s'éroder et devrait être recapitalisée. C'est confondre une banque centrale et une banque ordinaire. La première possède, par délégation de la souveraineté politique, le pouvoir d'émettre la monnaie ultime, celle dans laquelle elle refinance les banques ordinaires. Aucune contrainte de capital ni de rentabilité ne pèse sur elle. La « planche à billets » serait inflationniste ? Impossible en situation de sous-emploi et avec de tels besoins sociaux à satisfaire.

Enfin, si la banque centrale créait de la monnaie à taux zéro pour l'État, celui-ci ne recevrait plus de profits de sa part en tant que propriétaire. Et alors ? Aucune importance puisque l'idée est de se libérer de l'emprise des marchés financiers.

Pourquoi cette discussion théorique est-elle cruciale sur le plan pratique ? Quand la course au vaccin contre le Covid-19 est lancée, il faut réaffirmer les principes qu'il soit un bien public mondial, dit aussi bien commun, dont le prix reflète le coût et non des dividendes, et qu'il y ait une recherche publique qui puisse se reposer sur la maîtrise collective de la monnaie et de sa création (1).

(1) Voir *La monnaie, un enjeu politique*__, J.-M. Harribey, E. Jeffers, J. Marie, D. Plihon, J.-F. Ponsot__, Seuil, 2018 ; J.-M. Harribey, E. Jeffers, P. Khalfa, D. Plihon, « Errare humanum est, sed perseverare diabolicum est », 4 juin 2020, blog Attac France, blogs.mediapart.fr

1 par [Jean-Marie Harribey](#), Politis (en accès libre), 25/11/2020